Appel à contributions

Chères et chers collègues,

Voici un appel à contributions pour un numéro spécial de la revue d'histoire sociale *International Review of Social History* intitulé « Quand des "ajustés" se révoltent. Libéralisation économique et révoltes sociales en Afrique et au Moyen Orient (années 1980 à nos jours ». Nous souhaitons recevoir avant le 15 avril des propositions d'articles d'environ 3000 signes précisant les problématiques et la méthodologie envisagée. Les articles devront être rédigés en langue anglaise, mais les étapes intermédiaires peuvent également se faire en langue française.

Les propositions que nous retiendrons devront déboucher sur des premières versions d'articles pour le début du mois de novembre 2019.

Nous privilégierons les articles proposant un regard à partir des acteurs (révoltés ou acteurs des politiques de libéralisation) dans une perspective d'histoire sociale contemporaine et du temps présent. Les études doivent être fondées sur un travail empirique dans un ou plusieurs pays de la région concernée.

Merci de faire circuler dans vos réseaux.

Pour tout renseignement complémentaire :

dakhli@cmb.hu-berlin.de

v.bonnecase@sciencespobordeaux.fr

Quand des ajustés se révoltent

Libéralisation économique et révoltes sociales en Afrique et au Moyen Orient

29 décembre 1983 à Douz, Kebili, Kasserine et Gafsa, en Tunisie: le gouvernement a réduit les subventions sur les céréales, s'alignant en cela sur les nouvelles prescriptions économiques des institutions financières internationales; alors que le prix du pain augmente brutalement, les émeutes se multiplient dans les villes du sud du pays, avant de toucher la

capitale; le bilan officiel, dressé après huit jours de combats entre émeutiers et militaires, fait état de 84 morts et de plus de 900 blessés[1]. 10 Mars 1994 à Niamey, Niger: quelques mois après la signature d'un premier programme d'ajustement structurel entre le Fonds monétaire international et le gouvernement nigérien, des étudiants sortent manifester leur colère dans les rues de Niamey en brûlant des pneus et en bloquant les routes; l'un d'eux, Tahirou Harouna, reçoit dans le front les éclats d'une bombe lacrymogène tirée par un policier et meurt le lendemain[2]. 5 octobre 1997 dans la vallée du Nil, en Egypte: alors que le processus de libéralisation des loyers agricoles, entamé cinq plus tôt, fait l'objet d'une nouvelle loi et que plus de 900 000 familles paysannes ont déjà été expulsées de leurs terres[3], plusieurs villages se soulèvent au sud du pays; en quelques jours, neuf personnes sont tuées et des centaines d'autres blessées, dans le cadre de combats opposant l'armée, les propriétaires et les locataires[4].

Si chacun de ces événements dispose de ses propres logiques et fait intervenir des acteurs aux profils différents, ils ont pour point commun de s'être déroulé dans le contexte de la libéralisation des années 1980-1990, impulsée par les institutions financières internationales et mise en oeuvre par des gouvernements de pays alors dits "en développement". L'une des principales traductions de cette libéralisation a résidé, dans ces pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, dans les programmes d'ajustement structurel, qui visaient à redresser les comptes publics en réduisant les dépenses de l'Etat, à stimuler l'activité en modifiant les contraintes institutionnelles et à équilibrer les balances commerciales en levant les barrières protectionnistes. Cette politique d'ajustement a suscité une littérature critique abondante, mettant en question l'économie politique des réformes libérales, leurs modalités concrètes d'application ou encore leurs effets sociaux sur les populations (appauvrissement, effets de rente, féminisation et précarisation du marché du travail, essor d'une nouvelle élite politique et financière)[5]. Un autre pan de la littérature s'est attaché à interroger sur un plan plus idéologique, la genèse du néolibéralisme et sa diffusion dans différentes instances de pouvoir des années 1930 jusqu'à nos jours[6]. Mais les révoltes sociales consécutives aux ajustements structurels ont suscité assez peu de travaux, sinon en Amérique latine[7]. Certains soulèvements

---

[1] D. Le Saout D. et M. Rollinde (dir.), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*, Paris, Karthala, 1999, p. 233.

[2] V. Bonnecase, "Politique des prix, vie chère et contestation sociale à Niamey : quels répertoires locaux de la colère ?", *Politique africaine*, n° 130, 2013, p. 99.

[3] H. Ayeb, *La Crise de la société rurale en Égypte. La fin du fellah ?*, Paris, Karthala, 2010.

[4] S. El Nour, « Les paysans et la révolution en Égypte. Du mouvement national de 1919 à la révolution nationale de 2011 », *Revue Tiers Monde*, n° 222, 2015, p. 57-58.

[5] N. Cagatay and S. Ozler, "Feminization of the labor force: The Effects of Long-Term Development and Structural Adjustment", *World Development*, vol. 23, n° 11, 1995, p. 1883-1894; D. Sahn, P. Dorosh and S. Younger, *Structural Adjustment Reconsidered: Economic Policy and Poverty in Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

[6] P. Mirowski et D. Plehwe (eds.), *The Road from Mont Pèlerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*, London, Harvard University Press, 2009.

[7] J. K. Walton and D. Seddon (eds.), *Free markets and food riots: The Politics of global adjustment*, Oxford, Blackwell, 1994; D. Slater (ed.), "Social Movements and Political Change in Latin America", *Latin American Perspectives*, vol. 21, n° 3, 1994, p. 3-116; P. d'Almeida, "Defensive Mobilization: Popular Movements against Economic Adjustment Policies in Latin America", *Latin American Perspectives*, vol. 34, n° 3, 2007, p. 123-139; J. Auyero and T. Moran, 'The Dynamics of Collective Violence: Dissecting Food Riots in Contemporary Argentina', *Social Forces*, vol. 85, n° 3, 2007, p. 83-91.

parmi les plus retentissants, comme la prise éphémère de San Cristobal au Mexique par les zapatistes le 1er janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord américain, ont particulièrement retenu l'attention[8]. Mais d'autres mouvements plus sporadiques, comme les émeutes consécutives à la dévaluation du franc CFA, survenue dix jours plus tard en Afrique subsaharienne, restent méconnus. Et surtout, une réflexion transversale, à visée comparative, reste à mener sur ces différentes révoltes, tenant à la fois compte de leurs expressions les plus bruyantes, mais aussi de leur formes plus discrètes qui, tout en se déployant en dehors des espaces les plus attendus du politique, n'en ont pas moins charrié des colères populaires. Là est précisément l'objet de cet appel à contributions : interroger dans leur diversité les mouvements de révolte survenus dans différentes parties du monde, à la suite des ajustements structurels des années 1980 et 1990, en s'attachant à partir du point de vue des révoltés.

Se révolter, ou pas

L'une des grandes questions, quand on travaille sur l'histoire des révoltes et des révolutions, n'est peut-être pas tant "pourquoi des hommes et des femmes se révoltent", mais "pourquoi ne le font-ils pas plus souvent"[9]. Le passage de souffrances à un sentiment de colère, et de ce sentiment à l'action contre ce(ux) qu'on identifie comme responsable(s) desdites souffrances, n'a rien d'évident. Les travaux d'Edward Thompson sur l'économie morale des foules anglaises, qui se soulevaient contre l'augmentation du prix du blé au XVIIIe siècle, invitent depuis longtemps à se départir d'une analyse causale et mécaniste de la révolte populaire : ces soulèvements, loin de traduire la seule peine de pauvres gens tiraillés par la faim, elle-même suscitée par le renchérissement du blé, traduisent aussi des conceptions partagées de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas, alors que se met en place une nouvelle économie politique libérale[10]. De la même façon, on ne peut lire les révoltes consécutives aux ajustements structurels comme la résultante implacable de l'augmentation des prix, de la suppression de postes de fonctionnaires ou de la fermeture de dispensaires médicaux : pareille grille de lecture ne permet pas de comprendre pourquoi la révolte arrive ici et non là.

La sociologie des mouvements sociaux a proposé différentes clés visant à expliquer, non pas tant "pourquoi", que "comment" on en vient à se révolter. L'accent mis sur les ressources dont disposent les populations, notamment sur le plan organisationnel, sur les opportunités politiques qui se présentent à elles à certains moments de leur histoire, ou encore sur leur propension à aligner leurs colères autour de mêmes cadres de compréhension, a permis d'enrichir les analyses[11]. Mais ces clés, surtout si elles sont appliquées de manière

---

[8] M. Estrada Saavedra, *La comunidad armada rebelde y el EZLN. Un estudio histórico y sociológico sobre las bases de apoyo zapatistas en las cañadas tojolabales de la selva lacandona (1930-2005)*, México, El Colegio de México, 2007.

[9] B. Moore, *Injustice. The Social bases of Obedience and Revolt*, London, Macmillan, 1978.

[10] E. P. Thompson, "The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century", *Past and Present*, n° 50, 1971, p. 76-136.

[11] J. McCarthy, "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory," *The American Journal of. Sociology*, vol. 82, n°, 1977, p. 1212-1241; Sidney Tarrow: *Power in Movement. Social. Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge. University Press, 1994; D. Snow *et alii*, "Frame Alignment Processes. Micromobilization, and Movement Participation", *American Sociological Review,* vol. 51, n° 4, 1986, p. 464-481.

schématique, peuvent aussi amener à aplatir rétrospectivement les modalités d'éclosion de la révolte[12]: celle-ci, si on se place du point de vue des révoltés, doit aussi beaucoup au hasard, aux interactions contingentes entre gouvernants et gouvernés, et à la rencontre souvent fortuite d'intérêts, de mobiles et de modes d'action extrêmement hétérogènes[13].

Aussi apparaît-il essentiel, plutôt que de se livrer à des explications clé en main, de décrire aussi précisément que possible les moments de révolte en suivant les cheminements de leurs protagonistes, jusqu'à prendre parfois comme échelle d'analyse, comme y invitent certains historiens, des journées de mobilisations[14]. Pareilles descriptions peuvent permettre de rendre compte de la diversité des réponses populaires apportés aux ajustements structurels par des populations différentes, par leur nationalité, par leur culture politique, par leur engagement militant, par leur cadre d'habitation, par leurs activités socioprofessionnelles, ou encore par leur sexe (celui de la révolte n'étant pas forcément masculin). Pareilles descriptions peuvent également permettre de rendre compte de la diversité des manières de se révolter, depuis les formes collectives les plus encadrées, telles que la manifestation ou la grève, à des formes plus sporadiques, telles que l'émeute ou le pillage, en passant par d'autres formes plus larvées voire plus incongrues, qui ont pu être conceptualisées en termes de "non social movement"[15], ou encore de "mode d'action populaire du politique"[16]. Elles peuvent enfin amener à mettre en question la pertinence d'une alternative entre révolte et non-révolte, les réponses populaires aux ajustements ayant pu aussi prendre des formes relevant à la fois du refus et de l'accommodement.

Pareil enjeu (décrire des moments de révolte, mais aussi définir de cette manière ce que l'on peut entendre par "révolte") suppose d'interroger les sources dont on dispose pour ce faire. Certaines de ces sources, telles que la presse ou les rapports de police, outre de délivrer un regard exogène sur les révoltés, peuvent amener à avoir une vue sélective sur les réactions populaires face aux ajustements structurels, à survaloriser certaines d'entre elles et à en omettre d'autres. Il en va de même, dans l'autre sens, des témoignages d'anciens activistes, lesquels peuvent être prompts à mettre en avant leurs propres actions ou celles de leurs organisations. Aux côtés de ces sources les plus évidentes, il importe donc de sonder celles qui peuvent peut-être amener à déplacer le regard, telles que les témoignages indirects émanant de sphères non directement militantes, les sources émanant d'autres instances de l'Etat (ou d'instances non étatiques), les traces matérielles de journées de mobilisation, le matériel militant éventuel, ou les récits véhiculées dans des oeuvres artistiques.

Les géométries variables de la colère

---

[12] J. Siméant, "Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain", *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, n° 2, 2013, p. 125-143.

[13] M. Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.

[14] A. Dewerpe, *Charonne, 8 février 1962, anthropologie historique d'un massacre d'État,* Gallimard, coll. Folio-Histoire, 2006.

[15] A. Bayat, *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford, Stanford University Press, 2010.

[16] J.-F. Bayart, A. Mbembe et C. Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire. Nouvelle édition augmentée*, Paris, Karthala, 2008.

“Vous sept, nous six milliards” clamaient des opposants au G7 dans les années 1990, pour signifier l’opposition des peuples au libéralisme promu par les dirigeants des pays les plus riches du monde et les institutions financières internationales. Pareil slogan, s’il renvoie à un antagonisme théorisé comme tel entre une “multitude” et un “nouveau pouvoir capitaliste[17], n’est pas forcément le plus significatif pour rendre compte des ressentis populaires dans le moment des ajustements structurels. Même lorsque ces derniers s’inscrivent dans une dynamique internationale, rien ne dit que c’est sur cette échelle là que se situent les personnes qui, dans la rue, s’élèvent contre les mesures initiées par la Banque mondiale et le FMI.

La question de savoir à qui on s’oppose, quand on proteste contre les ajustements, ne va nullement de soi. Si on s’intéresse aux cibles des révoltés durant une leurs mobilisations, ne serait-ce que sur le plan spatial et matériel, la réponse à une telle question n’est pas la même selon le pays, les mobilisés et le moment. Ici, cela peut être le siège d’organisations internationales ou de chancelleries occidentales. Là, cela peut être des bâtiments gouvernementaux ou des symboles de l’État. Encore ailleurs, cela peut être des banques, des entreprises ou des entrepôts commerciaux. Tout cela parle de la manière dont les révoltés conçoivent ce qu’est le pouvoir, mais aussi des échelles privilégiées à laquelle ils envisagent son exercice: que l’Etat, envisagé dans un cadre national, puisse rester la cible privilégiée d’une protestation qui, extérieurement, semble s’exercer contre la globalisation libérale constitue un phénomène particulièrement interpellant[18]. Elle permet aussi de donner une autre dimension à l’aspect, si prégnant dans les révoltes contemporaines, de contestation de la corruption: l’un des aspects identifiés de cette corruption est sans nul doute l’accommodement des élites avec les critères internationaux définis par le FMI et la Banque mondiale.

Cette question des échelles renvoie aussi à celle des affinités protestataires et des intermédiations politiques. Certaines des mobilisations survenues dans le sillage des ajustements structurels ont pu s’ancrer dans des réseaux de solidarités locales, de quartier ou de village, principalement alimentés par le voisinage, les liens de parentés, les pratiques professionnelles et, de manière plus générale, la sociabilité quotidienne où se construisent des manières partagées de dire de ce qui va et ne va pas[19]. D’autres se sont davantage inscrites dans des dynamiques nationales, voire des dynamiques transnationales qui peuvent (peut-être) s’observer à des effets de mimétismes d’un pays à l’autre, ou par des contacts et déplacements effectifs entre les révoltés les plus organisés[20]. Cela soulève aussi la question des personnes ou des organisations qui favorisent, ou entravent, ces liens d’une lutte à l’autre et leur inscription dans une échelle plus ou moins large.

---

[17] M. Hardt and A. Negri, *Empire* (Cambridge, Massachusetts & London, England: Harvard University Press, 2000 and *Multitude: War and Democracy in the Age of Empire,* New York, Penguin Press 2004.

[18] V. Bonnecase, “Ce que les ruines racontent d’une insurrection. Morales du vol et de la violence au Burkina Faso pendant les journées insurrectionnelles des 30 et 31 octobre 2014”, *Sociétés politiques comparées*, n° 38, 2016.

[19] E. Goffman, *Frame analysis: An essay on the organization of experience*. London, Harper and Row, 1974.

[20] J. Siméant, “La transnationalisation de l’action collective”, dans O. Filleule, É. Agrikoliansky et I. Sommier (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, p. 121-144.

La question des échelles pose enfin celle des espaces où s'observent concrètement les mesures constitutives de l'ajustement, sur lesquelles sont susceptibles de s'articuler des pratiques de protestations. Lorsque l'on ferme un dispensaire ou une classe d'école, c'est à l'échelle d'un quartier ou d'un village que cela s'observe. Lorsque que l'on démantèle une caisse de déstabilisation, c'est à l'échelle nationale. Lorsque l'on dévalue le franc CFA, c'est à l'échelle régionale. Au-delà de l'espace réel sur lequel s'exercent ces différentes mesures, on peut s'interroger sur leur perception par celles et ceux qui en subissent les conséquences, ce qu'on pourrait appeler l'espace mental de l'ajustement: l'étendue de cet espace dépend aussi des médiations opérées, non plus seulement par les organisations contestataires, mais aussi par des acteurs plus ou moins visibles qui mettent en oeuvre l'ajustement, depuis les agents locaux de l'État jusqu'aux fonctionnaires internationaux, en passant par les personnes qui, dans leur espace de vie de tous les jours, sans forcément le vouloir et par leur pratique au quotidien, concourent à ce que l'ajustement se fasse[21]. Les travaux de Timothy Mitchell sur l'Egypte ont ainsi mis à jour un réseau très dense de liens et d'échanges à l'origine de la constitution du monde global des institutions de régulation de l'économie globale[22]. En se plaçant du côté de la révolte, un savoir de l'ajustement et de ses politiques peut apparaître et permettre de déconstruire l'apparente inéluctabilité et implacabilité de ces politiques économiques.

Imaginaires politiques de l'ajustement

Jusqu'à aujourd'hui, le moment des ajustements reste un marqueur chronologique très fort dans les mémoires populaires, peut-être autant que peut l'être l'indépendance dans les pays où celle-ci est arrivée une trentaine d'années plus tôt. Mais alors que le moment de l'indépendance était chargé de promesses, non seulement sur le plan de l'autonomie politique, mais aussi sur celui de la vie matérielle, celui de l'ajustement est marqué par un rétrécissement des possibles, un froid réalisme avec lequel il faut composer sauf, peut-être, à se révolter. Cela invite à investir ce qui, dans les expressions quotidiennes parle des réceptions sociales de l'ajustement, parfois sous un mode très affectif: cela peut être des manières de parler, des enseignes de cabarets ou de magasins, des chansons et des comptines, ou encore des histoires qui se racontent et qui se transmettent jusqu'à aujourd'hui. Elles parlent de la violence qu'a pu parfois représenter ce moment des ajustements. Certaines de ces expressions sont chargées de colère, mais d'autres traduisent davantage la désillusion, une distance parfois chargée d'humour un peu triste, et une certaine propension à "faire avec", laquelle ne relève ni de la soumission, ni de la résistance ouverte[23].

Outre cette réception immédiate de l'ajustement; il paraît important d'interroger les liens construits par des populations avec "les temps d'avant", parfois réinvestis comme ceux d'une époque où la vie était plus facile, et où les règles étaient à la fois plus claires et plus maîtrisables par tout un chacun. Il n'est pas anodin que les dispositifs de régulation

[21] B. Hibou, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011.
[22] T. Mitchell, *Rule of Experts: Egypt, Techno-Politics, Modernity*, Berkeley, The University of California Press, 2002.
[23] A. Lüdtke, *Eigen-Sinn. Fabrikalltag Arbeitererfahrungen und Politik vom Kaiserreich bis in den Faschismus*, Hambourg, Ergebnisse, 1993.

démantelés dans les années 1980 et 1990 soient souvent issus de régimes ouvertement autoritaires: des figures telles que Nasser en Egypte, Kountché au Niger ou encore Bourguiba en Tunisie restent communément associées à l'image d'un Etat qui assumait ses responsabilités, en termes de subsistance et d'accès aux services sociaux. Une part importante de la légitimité politique, dans nombre de ces régimes post-indépendance, reposait sinon sur une "éthique de la subsistance"[24], en tout cas sur une forme de pacte tacite entre gouvernants et gouvernés, qui consistait à échanger le consentement contre une protection matérielle minimale. Si la mémoire de cette protection a pu être rétrospectivement enjolivée, il n'en est pas moins essentiel de la prendre au sérieux, ne serait-ce que parce qu'elle charrie des attentes normatives et oriente des comportements politiques : les révoltes sont ainsi souvent chargées de références à ce qui se faisait avant et ce qu'on imagine comme plus juste.

A contrario, il n'est pas non plus anodin que les ajustements aient été, dans un certain nombre de cas, mis en oeuvre par des régimes démocratiques - et même souvent tout juste démocratisés, au moins sur le plan formel. Que l'instauration du pluralisme politique ait été de pair avec la libéralisation a pu amener des populations à jeter un regard négatif sur le processus de démocratisation, quand bien même celui-ci était au départ issu de soulèvements populaires. Cela apparaît d'autant plus marqué lorsque les gouvernements appliquant les mesures libérales étaient composés d'hommes et de femmes qui s'étaient au départ fortement opposés aux ajustements, et devaient une partie de leur légitimité originelle à ce positionnement : au final, ces gouvernements issus d'élections pluralistes ont apparu privilégier le déploiement d'une technocratie d'Etat, l'analyse macro-économique et l'insertion dans le marché international aux voies locales du développement et de la subsistance ; ils ont également paru favoriser une croissance inégalitaire profitant aux (nouvelles) élites, plutôt que la protection sociale que paraissaient davantage privilégier les régimes antérieurs. On peut se demander dans quelle mesure cela n'a pas favorisé les restaurations autoritaires rapidement survenues dans un certains nombre de pays ajustés, et l'absence de révolte face à ces restaurations quand, quelques années plus tôt, des foules étaient nombreuses à crier leur refus de l'autoritarisme.

Cela peut amener, pour finir, à faire des parallèles avec le présent : dans les années 1980-1990, les pays qu'on 'ajustait' et qu'on mettait sous tutelle étaient des pays africains, asiatiques ou latino-américains alors même que le niveau d'endettement était aussi élevé dans certains pays de l'OCDE; aujourd'hui, ce sont la Grèce, l'Espagne ou l'Irlande (peut-être demain la France ou le Royaume-Uni), où des gouvernements sont contraints, au nom d'une rationalité économique, de mettre en oeuvre des politiques qui vont à l'encontre des volontés exprimées par le vote populaire; regarder attentivement ce qui s'est passé, dans le monde ajusté des années 1980-1990, pourrait ainsi apporter quelques éléments de compréhension sur ce qu'il se passe, ou peut se passer, aujourd'hui dans le monde plus global des années 2010.

---

[24] J. Scott, *The Moral Economy of the Peasant. Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, Yale University Press, 1976.

Ce numéro spécial vise à réunir des contributions centrées sur les espaces africains et moyen orientaux. Outre les domaines de compétences des deux coordinateurs, ce choix est guidé par la relative moindre production de travaux sur ces espaces (en comparaison notamment des espaces sud-américains). Il apparaît également que les révoltes qui se sont succédées en Afrique subsaharienne et dans le pourtour sud de la Méditerranée ont souvent été lues avec des clés qui ont marginalisé le rôle des politiques supra-nationales dans leur déclenchement, les confinant dans des lectures de contestation des régimes autoritaires en place - dimension assurément présente, mais réductrice.